La ligne de clivage : chasser Macron



Alors que la journée de grève et de manifestation du 18 septembre à laquelle elles avaient appelé a été un succès, les directions syndicales ont refusé de lui donner une suite immédiate. En décidant de temporiser jusqu'au 24 septembre, elles ont pris sciemment le risque de briser la dynamique ascendante depuis la journée « Bloquons tout » du 10 septembre. En prétendant fixer un « ultimatum » à Lecornu, sommé de « répondre à leurs revendications », elles n'exercent même pas une vraie pression sur lui puisque leur seule menace est de… « se retrouver pour décider très rapidement d'une nouvelle journée de grève et de manifestation » ! Comme si tout le monde ne savait pas que la stratégie des « journées d'action » égrenées, même nombreuses comme en 2023, était incapable d'obtenir quoi que ce soit. Quant aux partis de gauche comme le PS, le PCF et Les Verts, ils ont accepté d'aller discutailler avec Lecornu, comme s'il était possible d'obtenir autre chose que des miettes fiscales de la part de ceux qui gouvernent le pays au service des grands capitalistes depuis huit ans… Le chef du Medef Patrick Martin a d'ailleurs menacé d'une « grande mobilisation patronale » en cas de hausse d'impôts sur les plus hauts revenus et patrimoines. À la limite, le gouvernement pourrait concéder une mini-taxe sur les plus hauts revenus pour mieux faire accepter tout le reste.

Les directions syndicales et les partis PS-PC-Verts refusent d'exiger la démission de Macron alors que la grande majorité de la population la veut

La ligne de clivage entre tous ces gens-là et la grande majorité de la population, c'est qu'ils refusent d'exiger la démission de Macron. Pourtant, les grévistes et les manifestant-e-s, mais aussi 64% des personnes interrogées, veulent le départ de ce président responsable de toute la politique anti-sociale, anti-écologiste, anti-démocratique et répressive menée par ses gouvernements successifs. Même dans son propre parti, Macron ne fait plus recette : 32% des électeurs et électrices d'Ensemble veulent sa démission ! Il a perdu ces derniers mois 18 points d'opinions favorables,

faisant grimper à 81% le nombre total des « mécontents ». Quant à Lecornu, presque personne, dans la population, n'en attend quoi que ce soit : avec 16% d'opinions favorables au lendemain de sa nomination, il est plus bas encore que Bayrou au même moment…

Dans ces conditions, il est inadmissible que les directions des syndicats et des partis de gauche hors LFI n'exigent pas la démission de Macron. Prétendre porter les revendications à Lecornu, alors qu'il n'y a aucun moyen d'obtenir satisfaction sur la quasi-totalité d'entre elles, c'est se moquer du monde. Ces directions creusent une ligne de fracture entre elles et l'immense majorité des travailleur/se-s qu'elles prétendent représenter. Au lieu d'engager l'ultime bataille pour faire chuter celui que tout le monde identifie à juste titre comme le principal responsable de la situation, elles le protègent objectivement. La raison en est qu'elles s'inclinent devant les institutions de la V^{e} République et le calendrier électoral. De fait, cela alors qu'elles avaient subi la pression de l'appel au 10, qui les avait obligées à convoquer la journée d'action du 18, elles ont réussi à canaliser la mobilisation, à la détourner d'une confrontation directe avec Macron – quoique sans doute de façon toute provisoire. Pour le moment, la bourse de Paris n'est plus effrayée du « risque politique » qui hantait les financiers à la veille du 10, et ces derniers ont terminé la semaine comme si de rien était.

Faisons pression sur les directions et auto-organisons-nous au niveau national

Face à ces directions, nous devons faire monter l'exigence de la démission de Macron, qui unifie le prolétariat et le peuple. Dans nos syndicats, dans les partis de gauche, dans les AG, il faut tout faire pour que cette aspiration profonde s'exprime et exercer la pression maximale sur les directions pour les forcer à l'adopter. En même temps, sans attendre, toutes les initiatives militantes doivent être prises pour maintenir et faire croître la dynamique des actions et de l'auto-organisation qui avait présidé au succès du 10 septembre. Des AG pourraient notamment décider de convoquer rapidement une « AG des AG » pour commencer à donner un cadre national à l'auto-organisation, avec des délégué-e-s élu-e-s et mandaté-e-s, comme durant le mouvement des Gilets jaunes (voir https://tendanceclaire.org/article.php?id=1484 et https://tendanceclaire.org/article.php?id=1524). Même si c'est modeste au début, cela ne peut que renforcer le mouvement, donner confiance, faire avancer vers l'élaboration d'une plateforme revendicative large et unifiante comme vers la définition d'une stratégie à mettre en œuvre pour aller vers la grève générale et le blocage du pays.

Cela ne veut pas dire qu'il faille opposer l'auto-organisation aux syndicats et aux partis en général. Au contraire, les syndicats et leurs structures des différents niveaux et les partis qui se prononcent pour la démission de Macron devraient se réunir pour proposer des initiatives. La pétition lancée par LFI sur le site de l'Assemblée nationale, pour tenter d'imposer une procédure de destitution institutionnelle de Macron, peut bien sûr être signée, mais c'est la mobilisation et le combat pour imposer la grève

générale qui donneront les moyens de gagner. Les syndicats, leurs structures et les partis qui sont d'accord avec cela (notamment LFI vu son influence politique, le nombre et la capacité organisationnelle de ses militant-e-s), pourraient ensemble appeler à une manifestation nationale à Paris pour exiger la démission de Macron, de préférence un samedi après-midi pour permettre la venue massive des régions et renouer avec les grandes mobilisations des Gilets jaunes, qui avaient toujours lieu le samedi.

Pour une manifestation nationale à Paris, un samedi, exigeant la démission de Macron

Ce ne serait nullement une « journée d'action » supplémentaire du type de celles des directions syndicales. Celles-ci appelleront probablement à une ou plusieurs autres journées d'action, mais vont tout faire pour refuser le mot d'ordre de la démission de Macron. Ce n'est pas non plus contradictoire avec le nécessaire combat pour la grève générale, dont nous continuons à discuter dans les AG, en cherchant les points d'appui, et dans nos syndicats, où nous devons faire savoir à nos directions que nous voulons un appel clair en ce sens. Cependant, il faut tenir compte du fait que les bases prolétaires et populaires des Gilets jaunes n'ont pas encore rejoint massivement le mouvement : non seulement elles sont largement dissociées des directions syndicales, des partis de gauche, mais aussi d'extrême gauche, mais en outre la grève n'est pas facile ou pas habituelle pour elles et elles ne pourront donc rejoindre la grève que si celle-ci commence déjà à se généraliser. Or la priorité est bien de réaliser l'unité des différents secteurs de la population, de surmonter les clivages sociaux et culturels qui permettent aux dominants et à leurs représentants de mieux régner en divisant le peuple. Les AG et la nécessaire AG des AG doivent contribuer à cette unification en permettant de se rencontrer, d'apprendre à se connaître, de discuter, de se confronter. Mais il faut aussi, dès que possible, proposer une initiative en termes d'action commune. Or ce qui est le plus simple et le plus pertinent, au stade actuel du mouvement, est sans aucun doute une manifestation nationale à Paris dans le but de chasser Macron.

Luc Raisse, le 23 septembre 2025